



**Santé
Réduction des Risques
Usages de Drogues**

SWAPS n° 31



Les contradictions des politiques face au marché européen de l'héroïne

par Alain Labrousse

Sociologue, ex-directeur de l'Observatoire géopolitique des drogues, puis chargé de mission à l'Observatoire français des drogues, Alain Labrousse a présenté, lors d'une session spéciale, les grandes lignes de l'approvisionnement en drogue de l'Europe du Sud.

Avec l'adhésion de nouvelles nations de l'Est, l'Europe deviendra le premier marché des drogues illicites devant celui des États-Unis. L'Europe du Sud représente une fraction non négligeable de ce commerce. En effet, l'Espagne et le Portugal, du fait de l'histoire, sont le principal point d'entrée de la cocaïne latino-américaine en Europe et, du fait de la géographie, de celle du hachisch marocain. En revanche, les drogues de synthèse arrivent en Europe du Sud en provenance des pays du Nord et l'héroïne de ceux du Nord et de l'Est.

Ces réalités peuvent être envisagées de différents points de vue, en premier lieu de ceux de l'économie et de la criminologie. Tout en prenant en compte les données fournies par ces deux disciplines, mon analyse se veut géopolitique, et s'efforce de ne pas séparer l'analyse du phénomène des drogues des enjeux et conflits qui sont au cœur des relations internationales.

L'exemple afghan

La Conférence sur "Les routes de la drogue de l'Asie centrale à l'Europe", qui s'est tenue du 20 au 23 mai dans le cadre de la préparation du G8, a été motivée par le fait que la production des opiacés, interdite avec succès par les taliban en 2000/2001, a repris depuis sur une large échelle. Cette

focalisation sur la drogue d'origine afghane par la communauté internationale vise à suggérer que l'Afghanistan représente la principale menace du point de vue des drogues pour l'Europe. Remarquons à ce propos que durant les années 1980 et la première moitié des années 1990, alors que l'héroïnomanie y constituait le principal problème, toute l'attention des hommes politiques, des médias et donc du public, était tournée vers l'Amérique latine, ses "cartels" de la drogue, ses parrains colombiens et ses producteurs de feuilles de coca indiens . Jusqu'à la fin des années 1990, l'aide économique de la France dans le domaine des drogues aux pays producteurs était massivement destinée à l'Amérique latine. Cette politique, outre le fait que la plupart des pays européens se sentent plus d'affinités culturelles avec ceux d'Amérique latine qu'avec l'Afghanistan ou le Pakistan (mis à part le Royaume-Uni a été la conséquence d'intérêts propres aux États-Unis pour qui les principales menaces (chlorhydrate de cocaïne et crack), largement relayées par leurs puissants médias suivis sans esprit critique par ceux du reste du monde, venaient effectivement d'Amérique latine.

Paradoxalement, alors qu'aujourd'hui en France et dans d'autres pays d'Europe, la consommation d'héroïne stagne ou régresse tandis que celle de cocaïne fait une percée dans la rue, l'attention et les crédits de coopération se tournent vers les pays producteurs et les pays impliqués dans le trafic d'héroïne situés à l'Est de l'Europe, comme le montre par exemple la Conférence sur "les routes de la drogue". Dans le Plan triennal français (1999-2001), on parle de "réorientation des crédits" (de l'Amérique latine vers les pays producteurs d'héroïne). Cela suggère que la "représentation" des menaces, évidemment construite, prend le pas sur leur réalité. Cela en fonction des enjeux internationaux au premier rang desquels figure aujourd'hui la lutte contre le terrorisme ainsi que le contrôle de la production de pétrole (Asie centrale et Moyen-orient) et des routes de son acheminement (Caucase, Afghanistan, Turquie). Je limiterai mon analyse aux contradictions des politiques occidentales autour de la production et du trafic des deux principales drogues chimiques élaborées à partir de productions agricoles: l'héroïne et la cocaïne.

Droque et terrorisme

À travers le cas de l'Afghanistan, arrêtons-nous un instant sur le couple "drogue et terrorisme" tant médiatisé aujourd'hui. La production d'opium afghane qui était de moins de 200 tonnes avant 1979, avait atteint, après 15 années de guerre, 3400 tonnes en 1994 . Comme leurs prédécesseurs les commandants moudjahidin, les taliban ont géré à leur profit, en percevant des taxes islamiques (zakhat et ochor), cette production ainsi que le produit de la transformation d'une fraction de l'opium en morphine et en héroïne. En 1999, tous les records ont été battus avec une production de 4600 tonnes d'opium, suivie, en 2000, d'une production également très élevée de 3400

tonnes. Néanmoins, selon diverses évaluations qui parviennent à des résultats concordants, le montant des taxes perçues par les taliban sur la drogue ne dépassaient pas annuellement 100 millions de dollars, somme équivalente à celle qu'ils tiraient du produit du commerce transfrontalier et de la contrebande. Il est probable que ces revenus ont avant tout contribué à renforcer leur potentiel militaire contre l'Alliance du Nord et à faire fonctionner le minimum de structures administratives dans le pays. En revanche, Ben Laden a vraisemblablement eu recours à sa fortune personnelle, à celle de proches et au réseau de riches arabes (saoudiens et ressortissants des Émirats arabes unis) qui soutenaient, et continuent à soutenir depuis le 11 septembre, les réseaux islamistes et terroristes. D'ailleurs, dans une étude (rendue publique en décembre 2001) le ministre des Finances du Front uni (Alliance du Nord), Wahidullah Sabawoon, que l'on ne saurait soupçonner de partialité sur ce point, affirme que, loin de recevoir de l'argent des taliban, c'est Ben Laden qui, sur ses propres deniers, contribuait à financer les taliban .

En août 2000, Mollah Omar a finalement interdit de semer à l'automne suivant, mise en demeure qui a été massivement obéie, 17 tonnes d'opium seulement ayant été récoltées par les taliban en 2001. Sans vouloir analyser les raisons et les modalités de cette interdiction (existence de stocks, objectifs politiques, argent versé à certaines tribus, etc.), on a pu observer qu'à l'automne 2001, personne n'ayant été en mesure de faire respecter l'interdiction renouvelée par Mollah Omar, les paysans ont à nouveau semé sur une large échelle et la récolte d'opium pour 2002 a été évaluée à 3400 tonnes. Celle de 2003, qui a commencé fin mai, devrait égaler, voire dépasser, celle de l'année précédente.

La lutte contre l'opium n'est pas une priorité pour les Occidentaux...

La Conférence sur "les routes de la drogue" a montré que la hausse des productions afghanes a peu d'incidence sur la consommation d'héroïne en Europe occidentale et n'est pas en mesure de remettre en question les acquis des politiques de réduction des risques. En revanche, cette drogue a des effets dévastateurs sur les pays voisins, en particulier en Asie centrale, au Pakistan et en Iran . Les pays européens affirment vouloir lutter contre cette production. Mais un examen plus précis des mesures prises sur le terrain montre qu'il s'agit davantage pour eux -à travers le phantasme de la drogue- de sensibiliser leurs opinions publiques aux enjeux globaux de l'Afghanistan et de l'Asie centrale (du terrorisme au pétrole) que d'en terminer avec la production d'opiacés. Ainsi les Britanniques ont-ils dépensé 23 millions de dollars en 2002, à raison d'environ 700 dollars par hectare, pour compenser le manque à gagner des paysans qui avaient accepté d'éradiquer volontairement leur production. Mais il n'existe aucune évaluation sérieuse de l'effet de cette politique, et l'avis prévaut que la plus grande partie de cet

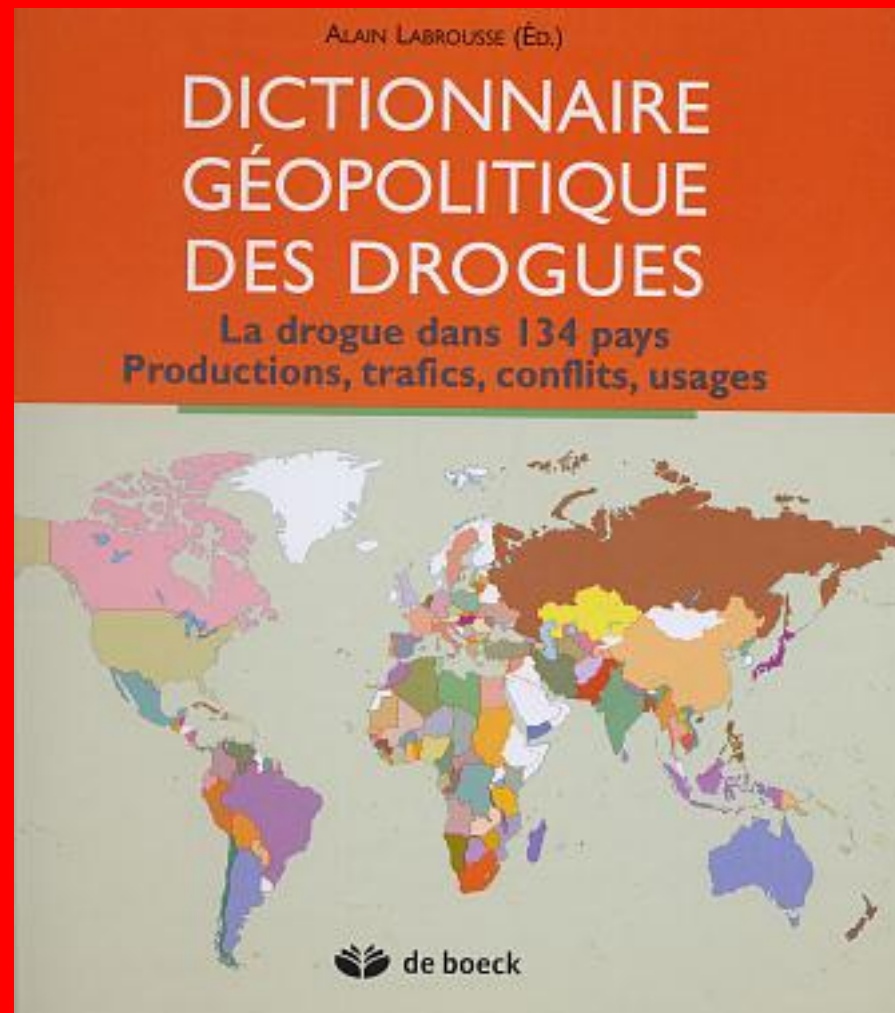
argent a été détournée par les chefs de tribus sans que les paysans en voient la couleur. D'une façon plus générale, l'argent de l'aide internationale ne parvient pas jusqu'aux campagnes, et l'opium demeure l'un des seuls moyens de survie dans de nombreuses provinces.

Mais il y a d'autres raisons à la relative inertie des pays occidentaux. Dans les deux grandes zones de production, le Nangahar à l'Est et l'Helmand au sud, les tribus qui cultivent le pavot appartiennent à l'ethnie pachtoune. Leurs membres sont très fortement opposés au gouvernement intérimaire composé essentiellement de membres des autres ethnies, en particulier de Tadjiks. Une intervention armée contre la culture de pavot, en admettant que le gouvernement en ait les moyens, ne peut que se heurter à une résistance renforcée par ces antagonismes ethniques. La priorité étant de combattre les islamistes et de rétablir l'autorité du gouvernement sur l'ensemble du pays, les États-Unis reconnaissent eux-mêmes qu'il n'est pas opportun d'ouvrir un nouveau front dans les régions pachtoune. Enfin, en 2003, comme l'année précédente, ce sont dans les zones du Nord, en particulier dans la province du Badakhshan, fief de l'Alliance du Nord et donc de commandants liés au gouvernement actuel, que la croissance de la production a été la plus forte. Les mettre sur la sellette risquerait de faire passer certains d'entre eux, sinon dans l'opposition, du moins dans une dissidence de fait. La dernière cause de l'impuissance occidentale, c'est que les États-Unis, pour combattre les foyers taliban, se sont alliés à des seigneurs de la guerre qui sont eux-mêmes impliqués dans le trafic des drogues, au premier rang desquels l'Ouzbek Rachid Dostom, vice-ministre de la Défense. Ces contradictions des politiques européennes sont d'autant plus absurdes que, parallèlement, le contrôle de la menace principale -la cocaïne produite en Amérique latine- est abandonnée aux Américains, qui en font un outil de leur géopolitique dans la région.

Les effets pervers de la guerre à la drogue

En effet, les États-Unis se servent de "la guerre à la drogue" pour maintenir leur emprise sur l'Amérique latine. Les résultats de leurs efforts sont pour le moins sujets à caution. Ainsi ont-ils mis en place, au milieu des années 1990 un vaste dispositif: réseau de radars liés à l'aviation péruvienne afin de forcer à atterrir ou abattre les avionnettes des trafiquants colombiens venant s'approvisionner en matière première (pâte base de cocaïne) en Amazonie péruvienne ou bolivienne . Ce plan a apparemment fonctionné: les productions de coca se sont effondrées dans les deux pays. Mais, parallèlement, elles ont connu un accroissement spectaculaire en Colombie, favorisant l'implantation des groupes armés, guérillas de gauche et paramilitaires d'extrême droite, et donc l'extension des conflits. Pour pallier cet effet pervers de leur politique, les États-Unis, dans le cadre du Plan Colombie, ont mis en place, à partir de 2001, la fumigation des cultures sur une large échelle. Ces dernières ont été effectivement réduites de façon

importante, mais au prix de la contamination de l'environnement et d'atteintes sérieuses à la santé des populations . Il convient de souligner que l'Union européenne a refusé de s'associer au Plan Colombie dont elle condamne les aspects militaires, mais sans se donner les moyens d'en promouvoir une véritable alternative. D'autre part, on observe depuis deux ans une augmentation sensible des cultures au Pérou et en Bolivie qui tend à compenser leur réduction en Colombie. Dans les Andes comme en Afghanistan, le résultat en matière de lutte contre la drogue importe peu. Ce qui est important pour les États-Unis, c'est la présence en Colombie de centaines de leurs soldats, qui leur permettent de contrôler un territoire vital depuis qu'ils ont perdu leurs bases au Panama (en 1999) et que le président nationaliste du Venezuela, Hugo Chavez, leur a interdit le survol de l'espace aérien de son pays. Les soldats américains assurent également la sécurité des exploitations pétrolières américaines sur le sol colombien. On n'est pas étonné de voir que les États-Unis n'ont rien fait pour contribuer aux négociations de paix avortées qui ont eu lieu entre le gouvernement et les guérillas entre 1999 et 2001. De même en Bolivie, ils appuient les campagnes d'éradication de la coca qui se font au prix de dizaines de morts dans les rangs des paysans. Un leader de ces derniers, Evo Morales, étant arrivé en seconde position lors de l'élection présidentielle de 2003, les États-Unis font tout pour le déconsidérer et faire échouer les négociations qu'il tente d'ouvrir avec le gouvernement. L'Union européenne, qui n'approuve pas cette politique, ne fait cependant rien pour s'opposer frontalement aux graves atteintes aux droits de l'Homme auxquelles elle donne lieu. D'un point de vue plus général, ce n'est pas le moindre des paradoxes que de constater que "la guerre à la drogue" cause des dommages collatéraux aussi graves, sinon plus, que les effets de la consommation des produits. En Thaïlande, entre février et avril, l'offensive du gouvernement contre le trafic d'amphétamines a été l'occasion d'environ 2 500 exécutions extrajudiciaires de petits passeurs ou de dealers. Chaque année, des pays, dont on ne peut dire par ailleurs qu'ils soient des exemples de démocratie -la Chine, la Malaisie, l'Iran, l'Arabie Saoudite, la Lybie, etc.- exécutent des centaines de consommateurs ou dealers pour des quantités (quelques dizaines de grammes d'héroïne) qui, dans les pays occidentaux, ne sont le plus souvent même pas punis d'une peine de prison. Je pense qu'il est dans la vocation de la Clat de prendre une position ferme à ce sujet, qui peut réunir aussi bien les partisans de la réduction des risques que les anti-prohibitionnistes.



Alain Labrousse [éd.]
Dictionnaire géopolitique des drogues.
La drogue dans 134 pays.
Productions, trafics, conflits, usage.
Bruxelles, De Boeck, 2003, 745 p.

Alain Labrousse a coordonné la réalisation de cet ouvrage encyclopédique qui n'a été possible que grâce à la contribution de plus d'une centaine de correspondants de l'ex-Observatoire géopolitique des drogues (disparu en avril 2000). Ce dictionnaire en effet reprend et met à jour les six rapports annuels ou bi-annuels publiés par l'OGD entre 1993 et 2000 auxquels s'ajoutent une trentaine de pays qui n'avaient jamais été traités précédemment.

Il s'adresse bien sûr d'abord à tous ceux qui sont intéressés dans le domaine des relations internationales par l'économie et la géopolitique des drogues. Mais il comporte aussi de nombreuses informations sur la consommation dans un certain nombre de pays, en particulier d'Afrique dont les populations ont des relations particulièrement étroites avec la France. Le public particulièrement concerné par la toxicomanie dans notre pays y trouvera en outre des informations très précises sur l'origine des drogues consommées en France (avec des chapitres particulièrement fournis sur le Maroc, l'Afghanistan et la Colombie); l'état de la criminalité liée aux drogues en Europe et dans les pays candidats (Espagne, Italie, Pologne, Turquie, etc); les politiques des différents pays européens de l'Ouest et de l'Est en matière de toxicomanie, des Pays-Bas...à la Suède.